

Comment sortir du piège par Pierre Larrouturou 29 Septembre 2009

C'est un chiffre inquiétant que vient de publier la Banque centrale américaine: en trois mois, la dette publique des Etats-Unis a augmenté de 520 milliards. En un an, elle a bondi de 2.000 Mds, soit 14% du PIB. 2.000 milliards, c'est la totalité des réserves de change de la Chine. **En un an, les Etats-Unis ont "brulé" l'équivalent de toutes les réserves accumulées par la Chine en vingt ans...**

Quant à la Chine elle-même, c'est peu dire que son économie est instable: *"88 % de la croissance vient de l'investissement. Jamais, dans aucun pays, on n'a vu une croissance aussi déséquilibrée"* explique Stephen Roach, Chef-économiste de Morgan Stanley. La consommation stagne. Les exportations ne redécollent pas. 37 millions d'emplois ont été détruits en six mois... Pour éviter un effondrement de la croissance, le gouvernement chinois a ouvert tout grand les vannes du budget et du crédit. A court terme, cette politique a permis d'éviter un effondrement de l'économie et une explosion sociale mais personne ne pense que cette relance peut être durable.

"Le rétablissement chinois n'est ni stable, ni solide, ni équilibré" admettait le 10 septembre le Premier Ministre, Wen Jiabao. Le même jour, Xu Xionian, Professeur à la China Europe International Business School, affirmait: *"Pour apaiser sa soif, la Chine a bu du poison."*

Quoi qu'en disent les adeptes de la méthode Coué, la crise n'est pas finie. Loin de là!

En 1929, la Banque centrale américaine avait aggravé la crise en fermant tous les robinets du crédit. Depuis deux ans, au contraire, gouvernements et banques centrales ont ouvert tout grand les vannes. Cette politique était nécessaire mais elle est totalement insuffisante.

"Le plan Paulson est une transfusion sanguine à un malade souffrant d'une hémorragie interne" affirmait Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, en octobre 2008. Un an plus tard, rien n'a changé: on transfuse le malade à coup de trilliards de dollars sans soigner "l'hémorragie interne". Soigner l'hémorragie devient pourtant une priorité absolue car nous ne pourrions pas continuer longtemps à accumuler des déficits publics pharaoniques.

Depuis qu'a commencé la crise, c'est uniquement grâce à la confiance de tous les acteurs dans la solidité financière des Etats, qu'on a évité l'effondrement du système: il y a un an, quand Paulson annonce qu'il met 700 milliards sur la table, quand Merkel, Brown et Sarkozy en annoncent 400, nul ne doute que les Etats-Unis, l'Allemagne ou la France sont effectivement capables de trouver ces sommes considérables. En quelques jours, la confiance revient sur les marchés.

Mais depuis quelques semaines, à mesure que sont rendu publics de gigantesques déficits publics aux quatre coins de la planète, le doute s'installe sur la capacité qu'auront les Etats-Unis, le Japon ou la France à honorer leurs dettes dans dix ou vingt ans. Il y a quelques semaines, l'Allemagne voulait placer sur les marchés financiers quelques 6 milliards de bons du trésor. Elle n'est pas parvenu à placer l'intégralité de la somme. Que se passera-t-il si la confiance dans la solidité financière des états diminue ou disparaît? Que se passera-t-il si, dans quelques années, nos gouvernements sont étranglés par le poids des intérêts de la dette et ne peuvent plus financer certaines dépenses courantes? Nous subissons une crise qui échappera à notre contrôle et dont nul ne peut prévoir l'extrême gravité.

Peut-on soigner une gueule de bois avec un double whisky? Peut-on sortir de la crise de la dette en accumulant plus de dette encore? Dans tous les pays occidentaux, beaucoup s'alarment aujourd'hui de la fuite en avant des finances publiques mais tous ont conscience que, dans l'état actuel de nos économies, stopper les déficits amènerait à replonger dans une récession profonde... Alors que choisir? La peste ou le choléra? Sombrier dans le gouffre de la récession ou foncer dans le mur de la dette? Telle est la question que les dirigeants du G20 n'ont pas voulu débattre en public mais c'est bien le dilemme qui les empêche de dormir.

Pour sortir du piège avant qu'il ne se referme sur nous, il est fondamental de comprendre où est "l'hémorragie interne" dont parle Stiglitz : pourquoi, dans tous nos pays, l'économie tombe-t-elle en récession si on cesse d'augmenter la dette? Pourquoi nos économies sont-elles "accros" à la dette? Comment les sevrer?

C'est en observant l'évolution de la dette aux Etats-Unis sur les 50 dernières années qu'on comprend les causes profondes de cette addiction. Jusqu'en 1981, jusqu'à la victoire de Ronald Reagan, le ratio dette/PIB était parfaitement stable.



L'économie n'avait pas besoin de dette pour croître régulièrement. Des règles collectives assuraient une progression régulière des salaires et un partage équitable de la productivité entre salariés et actionnaires. Ces règles collectives (ce «compromis fordiste») ont permis aux Etats-Unis et à l'ensemble des pays occidentaux de connaître 30 ans de stabilité. Sans dette.

Mais, en 1981, Ronald Reagan arrive à la Maison blanche. Les libéraux baissent les impôts sur les plus riches, ce qui favorise la dette publique. La dette augmente surtout parce que les politiques de dérégulation amènent à la baisse de la part des salaires dans le PIB. C'est à partir de là que des millions d'Américains commencent à s'endetter pour maintenir leur niveau de vie.

Les Etats-Unis ne sont pas une exception: dans l'ensemble des 15 pays les plus riches de l'OCDE, la part des salaires représentait 67% du PIB en 1982. Elle ne représentait plus que 57% en 2007.

Sans doute la part des salaires était-elle un peu trop élevée, à la fin des années 70 dans certains secteurs, mais 10 points de chute, c'est colossal. Ce déséquilibre du partage entre salaires et bénéfices a provoqué une euphorie croissante des marchés financiers: en 25 ans, pour ces 15 pays de l'OCDE, ce sont plus de **35.000** milliards de dollars qui sont allés aux actionnaires alors qu'ils seraient allés aux salariés si on avait gardé le partage salaires/bénéfices de la fin des années 1970. Plus de **35.000** milliards! On comprend que certains aient perdu tout sens de la mesure...



Mais cette baisse de la part des salaires a évidemment un effet négatif sur la consommation des ménages.

En juillet 2003 déjà, dans son rapport annuel, la Banque des Règlements Internationaux, la "Banque Centrale des Banques Centrales", soulignait le risque d'une récession mondiale par manque de consommateurs: de

même qu'un avion doit aller assez vite pour que la portance de ses ailes lui permette de rester en altitude, de même une "société de consommation" doit donner suffisamment de revenus aux consommateurs pour qu'ils puissent consommer. Quand la part des salaires diminue trop fortement, c'est l'ensemble de l'économie qui risque de s'effondrer comme un avion dont la portance n'est plus suffisante.

Pourquoi?

Comment expliquer la baisse historique de la part des salaires? Est-ce la faute des "actionnaires qui sont trop gourmands"? Depuis qu'existe le capitalisme, les actionnaires ont toujours été gourmands: un actionnaire prend un risque quand il apporte du capital à une entreprise et, si l'entreprise prospère, il préférera toujours avoir le taux de retour le plus important possible. La nouveauté de ces vingt dernières années, ce n'est pas que les actionnaires soient gourmands, c'est qu'ils aient pu obtenir ce qu'ils voulaient car la négociation avec les salariés était de plus en plus déséquilibrée.

Dans tous nos pays, la peur du chômage a fortement déséquilibré la négociation sur les salaires : "*Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs.*" Avant même qu'éclate la crise des *subprimes*, il y avait au Japon 32 % d'emplois précaires. Avant même qu'éclate la crise, il y avait en Allemagne 4 millions de chômeurs et 6 millions de petits boulots. Il y avait aux Etats-Unis tellement de *bad jobs* à 10 ou 15 heures par semaine que la durée moyenne du travail était tombée à 33,7 heures (Source Economic Report of the President 2006).

Dans ce contexte de chômage de masse, puisque l'on a supprimé ou diminué les régulations collectives mises en place après la crise de 1929, quel(le) salarié(e) peut négocier une augmentation de salaire? Qui peut refuser un surcroît de travail? Qui peut "donner sa démission" en espérant trouver assez vite un autre emploi? "*Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs.*" Dans tous nos pays, la peur d'être bientôt au chômage est dans toutes les têtes. Cette peur a profondément déséquilibré la négociation sur les salaires et la part des salaires est tombée à un plus bas historique. Pendant des années, le système n'a fonctionné que parce qu'on distribuait par la dette le pouvoir d'achat qu'on ne donnait pas en salaire...

"Les Français sont prêts à entendre la vérité" aime à dire Nicolas Sarkozy. Eh bienchiche ! Voilà la vérité: la crise de la dette n'est pas un incident de parcours dû à l'inconscience de quelques traders isolés. Pour garantir aux actionnaires des bénéfices colossaux tout en assurant un haut niveau de consommation de l'ensemble de la population, **le néo-libéralisme a structurellement besoin chaque année d'un endettement plus élevé!** Pendant 25 ans, cette fuite en avant a été très rentable pour les actionnaires et les banquiers mais aujourd'hui, cette fuite en avant nous amène dans le mur!

Les racines de la crise financière, c'est 30 ans de crise sociale! C'est à cause du chômage que la part des salaires a tant diminué. C'est à cause du chômage que nos économies ont tant besoin de dette. C'est seulement en donnant au plus grand nombre un vrai emploi et une vraie capacité de négocier des augmentations de salaire que l'on sortira de la crise. Le chômage n'est pas seulement une des conséquences de la crise. Il en est l'une des causes premières. Pour "sortir du piège", pour stopper "l'hémorragie", il faut s'attaquer frontalement au chômage.

Hélas, deux ans et demi après son arrivée au pouvoir, Nicolas Sarkozy n'a toujours rien fait d'utile dans ce domaine. Il ne se passe pas une semaine sans qu'il annonce un Grenelle, un Grand Plan ou une Grande Mobilisation... mais contre le chômage, il n'a encore rien fait ! Le nombre de chômeurs a augmenté de 500.000 en un an (C'est du jamais vu depuis la deuxième guerre mondiale!) mais l'hyper-Président continue de regarder ailleurs...

Pourtant, dans ce domaine, pas besoin de réunir un consensus au G20 pour agir: le Danemark et les Pays-Bas ont montré avec les accords de Wassenaar qu'on pouvait, au niveau d'un pays, construire un nouveau contrat social et diviser par deux le chômage. Pourquoi Nicolas Sarkozy qui passe son temps à «exiger des résultatsconcrets» au niveau international, ne se fixe-t-il à lui-même aucun objectif concret dans ce domaine?

Pierre LARROUTUROU est membre du Conseil National du PS et président de Nouvelle gauche.